

EXTRAIT DU REGISTRE

DES

des
Bouches du Rhône

Arrondissement d'AIX

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA
COMMUNE DE SALON-DE-PROVENCE

Séance du jeudi 08 juillet 2021

L'an deux mille vingt et un le jeudi huit juillet à dix-sept heures trente minutes

Le Conseil Municipal de la Commune régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la Salle du Conseil, à la Maison de la Vie Associative, sous la présidence de Monsieur Nicolas ISNAR, Maire

OBJET DE LA DELIBERATION : orait communal - Actualisation à compter de l'année scolaire

2021-2022

Date de la convocation vendredi 08 juillet 2021

Secrétaire de séance : Monsieur Michel REX

PRESENTS :

M ISNAR

M REX, Mme B NILLON, M YTIER, Mme BAGNIS, Mme SOR, M CARSS, M BLANCHARD, Mme PELLQIN

M CNIN, Mme MALLART, M LEVEQUE, Mme BSSHARTT, M BACHER, M ECOTRE, Mme THIERRY, M MOREJ, Mme CASRLA, Mme SAINT-MIHIEL, M MISSSET, M STEINBACH, Mme VIVILLE, Mme MERCIER, M BARRIELLE, Mme C SSN, M IAZ, M RSAL, Mme IRINI-C TARELLA, Mme PPL-AILLA, M HAKKAR, M CALENINI, Mme HAENSLER

POUVOIRS:

M VERAN (donne pouvoir à M ISNAR), Mme G MEZ (donne pouvoir à Mme SOR), Mme PIVERT (donne pouvoir à Mme B NILLON), M BELIERES (donne pouvoir à M BACHER), Mme WEITZ (donne pouvoir à M ECOTRE), M ALVISI (donne pouvoir à Mme SAINT-MIHIEL), Mme B SQET-ABRE (donne pouvoir à M YTIER), M YAHATNI (donne pouvoir à Mme PELLQIN), Mme BRAHEM (donne pouvoir à M CARSS), Mme ARAVECCHIA (donne pouvoir à Mme PPL-AILLA)

EXCUSES:

M CAPTIER (absent excusé)

Forfait communal - Actualisation à compter de l'année scolaire 2021

- Vu le Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu le de l'Éducation, notamment les articles L118, L351-1, L445 et L445-1 ;
- Vu la Loi 19-131 du 8 novembre 19 tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence ;
- Vu la Loi 19-791 du 6 juillet 19 pour une école de la confiance, notamment l'article 11 ;
- Vu la Circulaire 11-5 du 15 février 11 relative aux règles de prise en charge par les communes des dépenses de fonctionnement des écoles privées sous contrat ;
- Vu la délibération du 7 juin 18 portant actualisation du Forfait communal ;
- Considérant que les communes ont une obligation de verser aux écoles privées des participations financières calculées à parité avec les moyens qu'elles accordent aux écoles publiques et que cette obligation ne s'applique aux élèves résidant sur le territoire des dites communes ;
- Considérant que la contribution communale est calculée par référence au coût moyen d'un élève scolarisé dans les écoles publiques (dénommé Forfait communal), hors charges périscolaires ;
- Considérant que, sur la commune de Salon-de-Provence, ces dispositions s'appliquent aux écoles Viala Lacoste et La Présentation ;
- Considérant que le Forfait communal actuel s'élève à 747 euros, ajusté par l'application des taux d'inflation prévisionnelle prévus en les Lois de finances successives de 18 à 21, conformément à la délibération visée précédemment, il convient de l'actualiser pour les participations dues à compter de l'année scolaire 2021 ;
- Considérant que les calculs ont été réalisés à partir des dépenses engagées par la ville en 19 pour le fonctionnement des écoles maternelles et élémentaires publiques (et non 2020 puisque la survenance de la crise sanitaire ne permet pas de considérer l'année 2020 comme une année de référence), l'actualisation du montant du Forfait communal représente la somme de 747 euros ;
- Considérant que le versement de la participation communale intervient en deux temps : un acompte en début d'année scolaire (44 000 euros pour Viala Lacoste et 116 000 euros pour La Présentation) le solde en fin d'année scolaire ;

Il est proposé de fixer le montant du Forfait communal à 747 euros pour l'année scolaire 2021 et de l'ajuster pour les trois années scolaires suivantes par application du taux d'inflation prévisionnelle qui sera prévu par la Loi de finances pour l'année civile au cours de laquelle est versé le solde de la participation communale.

- Considérant enfin qu'un mécanisme de répartition intercommunale des charges de fonctionnement des écoles publiques a été institué par l'article L118 du Code de l'Éducation, la commune de résidence de l'élève doit contribuer aux charges de fonctionnement des écoles publiques de la commune d'accueil. La répartition des charges est effectuée par accord entre les deux communes (sauf en cas de décision de la Commission départementale de l'Éducation Spéciale s'imposant à ces dernières, institué par l'article L351-1 du Code de l'Éducation), sur la base du coût moyen par

élèves des écoles publiques de la commune d'accueil Il est donc des communes due pour chaque élève inscrit dans une école publique le montant du forfait communal

Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le

ID : 013-211301031-20210707-JE2105020-DE

Leeil Municipal, après avoir entendu l'exposé du Rapporteur et en avoir délibéré

- FIXE le montant du forfait communal applicable pour l'année scolaire 2021 à 747 euros
- DECIDE que l'actualisation de ce montant pour les années scolaires 2023, 2024 et 2025 sera fixée sur la base de l'inflation prévisionnelle prévue en la Loi de finances
- IT que la participation communale aux charges de fonctionnement des écoles privées sera calculée sur la base des effectifs constatés à la rentrée scolaire et que celle-ci sera l'objet du versement d'un acompte, tel que mentionné ci-dessus en début d'année scolaire et du solde en fin d'année scolaire
- APPROUVE le montant de la contribution financière des communes de résidence des élèves non salonnais, aux charges de fonctionnement des écoles publiques
- AUTORISE Monsieur le Maire ou l'élue délégué à signer tout acte relatif à la contribution des communes aux charges de fonctionnement des écoles publiques
- IT que la dépense sera inscrite au budget, chapitre 65
- IT que les recettes éventuelles seront imputées au budget, chapitre 74

- SE PRENDRE COMME SUIVIT

UNANIMITE

PUR

ABSTENTION

CENTRE

NE PREND PAS PART

Ainsi fait et délibéré,

Pour extrait conforme

Nicolas ISNARD
Maire de Salon-de-Provence
Vice Président du Conseiller Régional